

Résumé de l'Évènement de haut niveau de l'AGNU sur les océans: 1er juin 2021

Le programme sur les océans énoncé dans l'Objectif de développement durable (ODD) 14 (Vie aquatique) a accusé des retards dans son évolution en raison du report des réunions en personnes, y compris la Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans reportée à cause de la COVID-19. L'impossibilité de tenir cette conférence a entravé, entre autres, l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de l'ODD 14, étant donné que quatre cibles étaient censées avoir été atteintes en 2020, notamment les cibles relatives à: la protection et la restauration des écosystèmes marins et côtiers (14.2); l'interdiction de la pêche non déclarée, de la surpêche et des pratiques de pêche destructrices (14.4); la préservation des zones côtières et marines (14.5); et la suppression des subventions préjudiciables à la pêche (14.6).

C'est pour cette raison que le Président de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), Volkan Bozkır, a organisé cet Évènement de haut niveau d'une journée sur les océans, quatre ans après la Conférence des Nations unies sur les océans de 2017, afin de donner un nouvel élan en permettant un examen des progrès et des actions requis dans la perspective de la Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans prévue à Lisbonne, au Portugal, en 2022.

La réunion comprenait quatre sessions de groupes qui ont abordé les sujets suivants:

- Rassembler les processus des Nations unies sur les océans;
- Œuvrer pour des océans en bonne santé, protégés et résilients au climat;
- La pêche et l'aquaculture; et
- Une économie océanique durable

Les délégués ont souligné la nécessité d'intensifier l'action, notamment en préconisant la conclusion des discussions sur les instruments juridiquement contraignants pour soutenir la protection des océans et la restauration des moyens de subsistance des communautés côtières. Les délégués ont plaidé notamment pour la conclusion des négociations lors de la prochaine session de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'interdiction des subventions préjudiciables à la pêche qui posent une menace à la pêche durable et encouragent la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). Ils ont également demandé à l'ONU de faciliter l'élaboration d'un traité mondial juridiquement contraignant et solide pour lutter contre les plastiques marins.

L'Évènement de haut niveau de l'AGNU sur les océans a eu lieu le 1er juin 2021 dans un format hybride, avec la participation en personne de certains délégués au siège de l'ONU à New York, combinée à une participation virtuelle des délégués des quatre coins du monde.

Bref historique de la Conférence sur les Océans

Les Chefs d'état et de gouvernement ont adopté en septembre 2015 le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) intitulé « Transformer notre monde », qui comprend les 17 ODD et leurs 169 cibles. L'ODD 14 sur la vie

aquatique contient dix cibles portant sur: la pollution marine; la gestion et la protection des écosystèmes marins et côtiers; l'acidification des océans; la surpêche et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et les pratiques de pêche destructrices; la conservation des zones côtières et marines; l'interdiction des subventions préjudiciables dans le domaine de la pêche; l'accroissement des retombées économiques pour les Petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés; l'accroissement des connaissances scientifiques, le renforcement des capacités en matière de recherche et le transfert de technologie marine; l'accès des petits pêcheurs artisanaux aux ressources et aux marchés; et la mise en œuvre du droit international pour améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources.

En décembre 2015, l'AGNU a décidé aux Fidji, de convoquer une conférence de haut niveau des Nations unies pour soutenir la mise en œuvre de l'ODD 14 (résolution 70/226). Le lieu a été modifié en raison de l'impact du Cyclone tropical Winston qui avait frappé les Fidji en février 2016. En septembre 2016, l'AGNU a décidé de tenir la conférence au siège de l'ONU à New York, avec les Fidji et la Suède comme co-organisateurs (résolution 70/303). Par la même résolution, l'AGNU a: convenu de la structure et des résultats de la conférence; demandé au Président de convoquer une réunion préparatoire de deux jours en février 2017; et demandé au Secrétaire général de l'ONU de préparer une note d'information avant la réunion préparatoire, y compris une proposition de thèmes pour les dialogues de partenariat à organiser pendant la conférence.

Dans ce numéro

| | |
|---|---|
| Bref historique de la Conférence sur les Océans | 1 |
| Compte-rendu de l'Évènement de haut niveau de l'AGNU sur les océans | 2 |
| Segment d'ouverture | 2 |
| Rapprocher les processus des Nations unies relatifs aux océans | 2 |
| Vers des océans sans pollution, protégés et résilients au changement climatique | 3 |
| Pêche et aquaculture | 3 |
| Une économie océanique durable | 4 |
| Segment de clôture | 4 |
| Brève analyse de l'Évènement de haut niveau de l'AGNU sur les océans | 4 |
| Réunions à venir | 6 |
| Glossaire | 6 |

Tournant majeur

Conférence des Nations unies sur les océans: La Conférence de haut niveau des Nations unies à l'appui de la mise en œuvre de l'ODD 14 s'est tenue du 5 au 9 juin 2017. Elle avait pour objectif d'identifier les voies et les moyens d'appuyer la mise en œuvre de l'ODD 14. Les résultats de cette conférence comprenaient un Appel à l'action convenu au niveau intergouvernemental, qui réaffirme l'engagement des États membres de l'ONU en faveur de la mise en œuvre de l'ODD 14 et de la mobilisation des ressources financières. Outre les messages clés issus des dialogues de partenariat, la conférence a également enregistré 1 328 engagements volontaires de la part des gouvernements et d'autres parties prenantes sur des sujets tels que la création des aires marines protégées (AMP), la lutte contre les débris plastiques et autres débris marins, et le financement de la recherche scientifique et des activités de renforcement des capacités.

Compte-rendu de l'Évènement de haut niveau de l'AGNU sur les océans**Segment d'ouverture**

Dans son discours d'ouverture, le Président de l'AGNU, Volkan Bozkır, a souligné l'importance des océans, et a déclaré: «Il n'y a aucun scénario où nous vivons dans l'abondance sans les océans». Il a souligné un appétit accru pour le changement, des gens recherchant la durabilité et la tranquillité d'esprit grâce à la transformation des comportements, et une prise de conscience accrue qu'un océan en bonne santé est la clé d'une économie saine.

Ricardo Serrão Santos, Ministre de la mer du PORTUGAL, a déclaré que la pandémie, bien que dévastatrice pour l'économie océanique, a par ailleurs renforcé l'urgence de la réalisation de l'ODD 14. Il a ajouté que l'ambition de la Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans qui sera organisée par son pays, est de rendre les océans inclusifs et connectés.

Présentant son exposé par vidéoconférence, Raychelle Omamo, Secrétaire du Cabinet pour les affaires étrangères, KENYA, a déclaré que l'humanité a pris conscience en direct, des impacts d'une planète en mauvaise santé sur notre bien-être. Elle a appelé à des solutions financières novatrices, au partage d'informations et au renforcement des capacités technologiques pour permettre aux pays en développement d'intensifier leurs actions en faveur de l'ODD 14.

Intervenant via liaison vidéo, Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les océans, a déclaré que six ans après le lancement des ODD, les progrès en matière d'action océanique sont plus tangibles par rapport à «la navigation à vue» qui a précédé l'ODD 14. Il a ajouté que la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques jouera un rôle de premier plan dans la lutte contre l'acidification des océans, la pêche INN et la pollution marine, qui restent inchangées.

Maggie Q, défenseure de l'ODD 14 et Fondatrice de QEEP UP, a déclaré que «se battre pour la santé de nos océans, c'est se battre pour la majorité de la planète». Elle a ajouté que s'il existe un endroit sur terre dont la survie de 25 % de la population humaine dépendait, nous ferions tout notre possible pour le protéger. Dans le même ordre d'idées, elle a affirmé que tout ce qui est possible doit être fait pour sauver les récifs coralliens qui, bien que ne couvrant que 1 % du fond marins, fournissent la nourriture, l'abri et le lieu de reproduction à 25 % de toutes les espèces marines.

Rapprocher les processus des Nations unies relatifs aux océans

Ce groupe a examiné les synergies entre les principaux processus des Nations unies relatifs aux océans et le Programme 2030, ainsi que les cadres politiques mondiaux et régionaux. S'agissant des impacts de la pandémie de COVID-19, les conférenciers ont tiré des leçons pour un avenir durable.

La Modératrice Dona Bertarelli, Conseillère spéciale pour l'économie bleue à la CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED) et Coprésidente de la Fondation Bertarelli, a ouvert le débat en déclarant qu'«il n'y a pas d'économie bleue sans océans heureux»,

et a préconisé l'éducation pour «déconstruire l'indifférence» à l'égard des océans.

Pour ce qui est des mécanismes d'alignement et de création des synergies entre les processus des Nations unies relatifs aux océans, Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations unies aux Affaires économiques et sociales, a appelé à un renforcement de la collaboration, particulièrement en ce qui concerne le traitement et la prévention des inégalités en matière d'accès et d'utilisation des ressources océaniques.

Quant aux initiatives décennales - la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes et la Décennie d'action des Nations unies pour les ODD - Vladimir Ryabinin, Secrétaire exécutif de la COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (COI-UNESCO), a déclaré que cette décennie sans précédent fournira des orientations claires, des données et des connaissances nécessaires pour aboutir à des océans bien gérés.

S'agissant des liens entre l'initiative mondiale «30 x 30» (s'assurer que 30 % des océans est couvert par des AMP ou par d'autres mesures de conservation efficaces basées sur la conservation d'ici 2030) et le processus de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ) dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS), Rena Lee, Présidente de la Conférence intergouvernementale de la BBNJ, a déclaré que la gestion par zone constitue l'un des principaux axes du travail en ce qui concerne la BBNJ, y compris les AMP. Lee a décrit le chevauchement des mandats des processus mondiaux, sectoriels et régionaux des Nations unies comme un défi majeur et a souligné le renforcement des capacités pour la coordination au niveau national comme un moyen d'aider les États membres à synthétiser les informations liées aux océans.

Agnes Kalibata, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sommet des systèmes alimentaires 2021, a décrit les conditions propices aux processus de l'ONU pour assurer l'inclusivité, l'équité et l'accessibilité. Elle a souligné l'importance de créer un espace pour permettre à diverses voix de s'exprimer. Elle a expliqué: «Nous avons le mécanisme pour intégrer les défis locaux dans un dialogue mondial», et a souligné la complexité de la reconnaissance de toutes les voix et la nécessité d'instaurer la confiance entre les parties prenantes. Elle a appelé à une approche fondée sur les droits de l'homme pour la réalisation des ODD, et à une approche holistique pour un système alimentaire fonctionnel.

Au cours des questions de suivi posées aux panélistes, Ryabinin a expliqué la façon dont les engagements peuvent aider à passer des processus aux actions, citant des exemples historiques tels que l'agrandissement de la cartographie des océans qui est passée de 5% en 1903 à 20,5% aujourd'hui.

Zhenmin a défini les principaux points d'entrée permettant de relier les engagements à d'autres processus des Nations unies en s'inspirant des enseignements tirés de la Première Conférence des Nations unies sur les océans, y compris l'élaboration d'un mécanisme consultatif pour l'engagement inclusif des parties prenantes qui «a changé la donne», et le registre des engagements volontaires, qui continue de se développer.

Au cours d'un débat interactif, l'ESPAGNE a soutenu la participation de tous les acteurs pour assurer la réussite de la Décennie des sciences océaniques, considérée essentielle pour la coordination des processus et des actions. L'ARGENTINE, défenseur du plan d'action pour la recherche scientifique marine de l'Autorité internationale des fonds marins, a souligné que la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques offre une opportunité pour la coordination au niveau international, et a appelé à un financement adéquat de la recherche océanique.

M. Rabinin a déclaré qu'une société qui «possède des connaissances sur les océans» est nécessaire pour relever les défis ni vus, ni connus associés aux questions océaniques, et a attiré l'attention sur la prochaine campagne de sensibilisation de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de Generation Ocean.

Les participants ont ensuite visionné une vidéo mettant en avant la coopération et les partenariats, y compris le financement créatif, et la nécessité pour la science, la politique et l'action de travailler ensemble.

Vers des océans sans pollution, protégés et résilients au changement climatique

Ligia Noronha, Secrétaire générale adjointe, PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE), a animé ce groupe, et a déclaré que la capacité à long terme des océans à fournir des services pour le bien-être des humains repose sur une approche intersectorielle, qui nécessite des actions concrètes et des solutions novatrices.

Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB), a déclaré que l'incapacité à atteindre les Objectifs d'Aichi en matière de biodiversité était due à l'hypothèse selon laquelle cette réalisation relève de la seule responsabilité des gouvernements. Elle a ajouté que «tout le monde» doit agir. Mrema a plaidé en faveur de l'adoption d'une nouvelle approche pour le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui habilite et encourage un vaste éventail de parties prenantes à défendre la cause de la gestion responsable des océans.

Haydée Rodríguez-Romero, Vice-ministre de l'eau et des océans du COSTA RICA, a parlé de l'adoption d'une série de programmes et de politiques visant à réduire la consommation et la production du plastique dans son pays. Elle a souligné l'importance de travailler avec le secteur privé et les communautés pour réduire au minimum les impacts négatifs de la pollution plastique dans les océans.

Martin Stuchtey, de SYSTEMIQ Ltd, a déclaré qu'il est temps d'écrire un nouveau récit pour les océans - un récit qui ne nous mènera pas au désespoir, mais plutôt à un cycle ascendant où il existe de nombreuses solutions. Appelant à une stratégie plus holistique, Stuchtey a évoqué une approche des océans qui vise à «prosperer, à produire et à protéger».

À propos des solutions basées sur la nature qui nécessitent des actions rapides, Rodríguez-Romero a parlé de la nécessité de promouvoir des AMP hautement connectées et bien gérées. Stuchtey a évoqué le document intitulé «Breaking the Plastic Wave: A Comprehensive Assessment of Pathways Towards Stopping Ocean Plastic Pollution» (Briser la vague de plastique: une évaluation complète des moyens de mettre fin à la pollution plastique des océans), soulignant qu'une combinaison des solutions et des technologies existantes est disponible pour réduire de 80% les flux annuels de plastiques dans les océans.

Au cours du débat qui a suivi, l'UE a souligné l'importance des économies basées sur les océans pour une relance post-pandémie durable. TUVALU a appelé à des approches coordonnées et intégrées, et a mentionné la Stratégie 2050 pour le Continent Pacifique Bleu qui représente l'engagement de la région à travailler ensemble en vue de relever les graves défis posés à la région, y compris sur les océans.

ANTIGUA et BARBUDA ont donné lecture d'une Déclaration de la Journée mondiale sur la pollution plastique des océans, encourageant les États à mettre fin à la pollution plastique des océans et appelant l'ONU à faciliter un accord juridiquement contraignant sur la pollution plastique.

Les participants ont ensuite visionné une vidéo compilant les voix des jeunes du Canada et de Millennials Movement, qui demandent aux États de faire progresser les travaux sur les cibles de l'ODD 14 relatives à la pollution plastique des océans.

Pêche et aquaculture

Ce groupe, animé par Melanie Siggs de GLOBAL SEAFOOD ALLIANCE, a abordé les obstacles et les opportunités dans ce secteur, et a souligné la nécessité de reconnaître le rôle des produits de la mer lors du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra à Rome en octobre 2021.

Maximo Torero, de l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), a attiré l'attention sur la nécessité d'une gestion plus solide de la pêche par un meilleur suivi, une meilleure capacité

institutionnelle et une volonté politique plus grande. Il a encouragé une approche fondée sur les droits de l'homme pour le renforcement de la pêche à petite échelle.

Shakuntala Thilsted de WORLD FISH CENTER, a déclaré que les différences entre le nord et le sud du monde en matière d'accès aux produits de la mer ont provoqué des inégalités nutritionnelles qui ont conduit à une vulnérabilité accrue des populations pauvres. Elle a ajouté que la pandémie de COVID-19 a exacerbé ce problème, et a prié les gouvernements d'introduire des programmes qui promeuvent des directives nutritionnelles et des programmes alimentaires pour les mères et les enfants.

Yuvan Beejadhur, de l'OMC, a déclaré que l'économie bleue serait le septième plus grand pays du monde (en termes de PIB) si nous devrions quantifier sa taille et son impact potentiel. Il a demandé aux pays d'améliorer la transparence dans l'utilisation des subventions à la pêche qui génèrent des pertes, et a appelé à la suppression de cette pratique. M. Beejadhur a également mis en garde contre les pertes de productions alimentaires et contre la perte de la capacité commerciale des PEID en raison du changement climatique. Il a déclaré que l'économie bleue pourrait ajouter 1 500 milliards USD au commerce international si ses avantages étaient mieux exploités.

Au cours du débat qui a suivi, le BRÉSIL, soutenu par la NOUVELLE-ZÉLANDE et plusieurs autres pays, a appelé à la conclusion des négociations de l'OMC sur les subventions à la pêche qui posent une menace à la pêche durable et encouragent la pêche INN. L'INDONÉSIE a déclaré que l'Année internationale de la pêche artisanale et de l'aquaculture prévue en 2022 sera un tremplin pour le soutien aux agriculteurs et aux travailleurs de ce domaine.

La FRANCE a mis en avant la Coalition pour une Méditerranée exemplaire d'ici 2030, une collaboration avec l'ESPAGNE et MONACO qui protège la Mer Méditerranée. La représentante a également appelé à des engagements forts dans le cadre du processus BBNJ. Les ÉTATS-UNIS ont plaidé pour le renforcement du rôle de la pêche et de l'aquaculture lors du Sommet de l'ONU sur l'alimentation. NAURU a déclaré que nous devons veiller à ce que les auteurs, et pas seulement les navires, assument la responsabilité de la pêche INN. La vidéo finale présentait des initiatives mondiales pour une action audacieuse, telles que Rise Up for the Ocean, et les engagements sectoriels dans les industries du tourisme et du transport maritime.

Une économie océanique durable

Ce groupe a mis l'accent sur l'intérêt et les efforts déployés au niveau mondial pour «reconstruire en mieux» après la pandémie de COVID-19, y compris la manière dont une économie océanique durable peut contribuer à la réalisation de cet objectif.

La Modératrice Sandra Ojiambo, PDG et Directrice exécutive du PACTE MONDIAL DE L'ONU, a encadré les discussions. Elle a appelé à une action collective et a réaffirmé qu'il est impossible d'accélérer la réalisation des ODD sans assurer la protection des océans.

Achim Steiner, Administrateur du PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), a parlé de la nécessité de réglementer et de façonner les opportunités afin de gérer les «avantages mitigés», tels que la promesse de nouveaux revenus de l'aquaculture, associée à la menace qu'elle présente pour les forêts de mangrove. Il a attiré l'attention sur «l'invisibilité des services écosystémiques» et sur la nécessité pour l'industrie d'investir dans la régénération.

Carlos Manuel Rodríguez, PDG du FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL, a souligné l'incapacité des marchés mondiaux à internaliser les externalités négatives. Reconnaissant que le système économique actuel vise la croissance sans respect pour les frontières planétaires, il a appelé à une transformation institutionnelle visant à fournir de nouveaux outils pour promouvoir les stratégies multisectorielles et intégrées.

Jens Frølich Holte, Secrétaire d'État, NORVÈGE, a expliqué l'importance de la valorisation des services écosystémiques des océans dans la comptabilisation, de l'engagement de toutes les parties prenantes et du renforcement de l'engagement et de l'action politiques pour une croissance durable de l'économie

océanique. Il a déclaré que les 14 dirigeants mondiaux qui se sont réunis dans le cadre du Panel de haut niveau pour une Économie océanique durable visent à promouvoir leurs recommandations au niveau mondial.

Atsushi Sunami, Président et Directeur général de l'OCEAN POLICY RESEARCH INSTITUTE, SASAKAWA PEACE FOUNDATION, JAPON, a attiré l'attention sur la lacune dans la cible 14.6 de l'ODD sur la suppression des subventions préjudiciables, et souligné l'importance des politiques économiques et commerciales qui façonnent des structures d'incitation positives, et de la transparence, pour assurer une pêche durable.

En ce qui concerne le rôle de la technologie dans une économie océanique durable, Steiner a parlé de l'Ocean Innovation Challenge du PNUD, qui offre des subventions de 250 000 USD pour soutenir les innovations scientifiques, entrepreneuriales et technologiques en vue d'aider à amorcer une nouvelle économie de l'innovation. Rodríguez a ajouté que si de nombreux pays disposent de données, la technologie peut être utilisée pour appliquer ces données en vue d'améliorer la planification de l'espace marin et la prise de décision. Holte a souligné que la technologie et l'innovation sont nécessaires à la création des emplois pour l'économie bleue dans un monde post-COVID-19. Sunami a déclaré que le Japon a mis sur pied récemment, un comité national chargé d'étudier et d'appliquer la science qui émergera de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable.

Au cours de la session interactive, le CANADA a souligné la nécessité d'élaborer des objectifs durables et de disposer de budgets durables, et a demandé d'aller au-delà des indicateurs uniques tels que le PIB. L'IRLANDE a mis l'accent sur la planification nationale de l'espace marin et sur la collaboration entre les secteurs public et privé. Les MALDIVES ont parlé de leur engagement à réduire la pollution plastique des océans et à harmoniser les politiques avec les normes et les meilleures pratiques internationales. Le MEXIQUE a mis l'accent sur la responsabilité, la surveillance des océans et l'importance de l'accès au financement des océans pour tous les pays.

S'agissant des budgets durables, M. Rodríguez a attiré l'attention sur les lacunes dans la compréhension des besoins actuels et des investissements requis pour assurer la cohérence des politiques. Il a suggéré de changer le nom des PEID en «LOSIDS» ou PEID des «grands océans», notant que ces pays sont les gardiens d'immenses écosystèmes marins. Holte a relevé que les silos posent toujours un défi, et a prévu que la prochaine Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans renforcerait la collaboration et l'action collective. Sunami a mis en évidence l'importance de travailler avec les compagnies d'assurance et de mettre en place des mécanismes de financement appropriés pour encourager le développement durable des communautés côtières grâce à la finance bleue.

Segment de clôture

Le débat thématique de haut niveau des Nations unies sur les océans s'est clôturé avec une vidéo d'Appel à l'action commentée par Cody Simpson, défenseur des océans au PNUD, qui a souligné que le programme pour les océans est trop important et ne doit pas échouer. Les participants ont ensuite visionné une représentation vidéo de Water Music, Suite No.1, IV de Handel, réalisée par la Société de Musique de Chambre des Nations unies.

La réunion s'est terminée à 17 h 47 HAE.

Brève analyse de l'Événement de haut niveau de l'AGNU sur les océans

La pandémie de COVID-19 a donné à l'humanité la possibilité de vivre en direct, une expérience de ce qu'une planète en mauvaise santé réserve à ses habitants. En outre, les océans n'ont pas été épargnés par les impacts de la triple crise planétaire, à savoir, le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, et ont fait l'objet au cours de la dernière décennie, d'une attention accrue en raison des changements écologiques drastiques causés par l'acidification des océans, la pêche illicite,

non réglementée et non déclarée (INN) et la pollution marine. Les conséquences de la destruction des écosystèmes marins ont entraîné les pertes des services écosystémiques qui soutiennent les moyens de subsistance et les économies côtières du monde entier, causant de graves pertes nutritionnelles, économiques et sociales. Outre ses répercussions sur la santé publique et les moyens de subsistance, la pandémie a eu un effet d'entraînement sur les politiques et les processus environnementaux mondiaux, puisque les réunions relatives aux océans, prévues pour 2020, ont dû être annulées ou tenues virtuellement. Cela a entraîné l'interruption des progrès dans le programme international pour les océans.

Dans ce contexte, le Président de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), Volkan Bozkır, a décidé de convoquer cet Événement de haut niveau d'une journée sur les océans afin de maintenir la dynamique du programme pour les océans, en particulier, dans la perspective de la Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans qui a été reportée en raison de la COVID-19. Ce report a entravé, entre autres, l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif de développement durable (ODD) 14 (vie aquatique) et de ses cibles. Les États membres de l'ONU ont encore à examiner les réalisations de quatre des cibles de l'ODD 14, qui auraient dû être atteintes en 2020. Ces cibles visent à : protéger et restaurer les écosystèmes marins et côtiers (14.2); mettre un terme à la pêche non déclarée, à la surpêche et aux pratiques de pêche destructrices (14.4); préserver les zones côtières et marines (14.5); et interdire et supprimer les subventions préjudiciables à la pêche (14.6). Les cibles ont constitué la base des discussions au sein des groupes au cours de l'Événement de haut niveau. Étant donné que ces efforts ont été bloqués par la pandémie, l'événement visait à donner un nouveau souffle à ces questions et au Programme pour les océans en général.

Cette analyse se concentre sur le rythme de la dynamique vers la Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans, qui se tiendra à Lisbonne, au Portugal, en 2022, et sur le rôle des océans dans les efforts de relance post-pandémie déployés pour «reconstruire en mieux».

Des océans en difficulté

La bonne santé d'une planète dépend de la bonne santé des océans. Dans son intervention, Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les océans, a décrit notre situation difficile actuelle en déclarant que : « Nous ne nous dirigeons pas vers la destination d'un scénario d'une hausse de moins de 2°C, mais plutôt vers une hausse de température de 3 à 5°C d'ici la fin du XXIe siècle ». Les impacts de la hausse des températures sur les océans comprennent l'acidification, l'élévation du niveau de la mer et la baisse des niveaux d'oxygène avec des répercussions en cascade sur les écosystèmes océaniques et des conséquences sur les moyens de subsistance basés sur les océans.

La pêche est une source importante de protéines pour des milliards de personnes. Cependant, les stocks de poissons étant menacés, l'accès aux poissons et aux fruits de mer a divisé davantage les «nantis» et les «démunis», ce qui a entraîné une exacerbation de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition chez les populations vulnérables. Outre les impacts du changement climatique, le «fléau de la pollution plastique» étouffe et épuise davantage les organismes marins.

Les discussions autour des thèmes de l'événement ont davantage mis en évidence les inégalités régionales existantes et les différences concernant les niveaux de résilience et la capacité à faire face et à se remettre des impacts de la dégradation des océans. Ainsi, les stratégies de relance post-pandémie, selon certains délégués, devraient appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme. Pour cette raison, la réunion a réitéré la nécessité de l'inclusivité dans les stratégies de relance, tel que prévu dans le Programme 2030 pour le développement durable (Programme 2030), et conformément à sa promesse transformatrice de «Ne laisser personne pour compte».

Reconstruire en mieux - Ensemble

Bien que la pandémie ait bouleversé le monde de nombreuses personnes, les efforts de relance ont un côté positif en ce sens qu'ils offrent la possibilité de se concentrer sur une relance conforme au Programme 2030. En acceptant le défi d'élaborer des solutions plus inclusives, l'Évènement de haut niveau sur les océans a, dès le départ, véhiculé l'optimisme qu'une relance post-pandémie verte-bleue est possible. Cependant, une telle relance exige la mobilisation de tous les acteurs, avec la collaboration de tous les gouvernements, des organes des Nations unies, des organisations intergouvernementales, de la société civile, du secteur privé et d'autres acteurs. De tels efforts sont également nécessaires pour des progrès dans la mise en œuvre de l'ODD 14. Certains ont souligné les événements déjà inscrits au calendrier pour maintenir la dynamique et la reconnaissance continue du rôle des océans dans l'effort pour reconstruire en mieux.

Par exemple, le concept de relance bleue a trouvé un écho dans la dynamique créée par l'actuelle Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable: parce qu'elle permet, non seulement de continuer à produire des données, mais aussi, comme l'ont relevé les délégués, d'augmenter les fonds destinés au transfert de technologie et au renforcement des capacités nécessaires à l'avènement d'une relance bleue au service d'une économie océanique durable.

La préparation de la Deuxième Conférence sur les océans bénéficie également d'un élan important grâce à d'autres célébrations et événements thématiques. L'alignement de l'Évènement océanique de haut niveau sur la Journée mondiale de la sensibilisation sur les récifs coralliens, célébrée le 1er juin de chaque année, n'est pas passé inaperçu, puisque les délégués ont attiré l'attention sur la situation critique des récifs coralliens. Comme l'a expliqué un intervenant, même si les récifs coralliens occupent seulement 1 % des fonds marins, ils fournissent néanmoins de la nourriture, de l'abri et des lieux de reproduction à 25 % de toutes les espèces marines.

Une semaine après l'Évènement de haut niveau sur les océans, la Journée mondiale des océans des Nations unies, le 8 juin, abordera un vaste éventail de questions relatives aux océans, telles que la mise en œuvre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, la navigation internationale et la sécurité maritime, la préservation de la biodiversité, le développement durable et le changement climatique. Cette année, tout comme en 2020, l'évènement se tiendra virtuellement, sous le thème «Les Océans: vie et moyens de subsistance», pour mettre en relief les capacités de maintien de la vie des océans du monde au profit de l'humanité et de tous les autres êtres.

Le bruit du tambour des océans sera entendu également pendant la Conférence de Glasgow sur le changement climatique (CdP 26) en novembre 2021, où plusieurs activités relatives aux océans sont prévues par, entre autres, le Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale en faveur du climat et le domaine d'action thématique des Zones côtières, pour mobiliser la société civile en vue d'aider à «verdir le grand bleu» grâce à des solutions fondées sur la nature. La réunion comprendra également un Pavillon virtuel sur les océans.

Les deux Décennies des Nations unies – consacrées aux sciences océaniques au service du développement durable et à la restauration des écosystèmes – sont des opportunités majeures de promouvoir la concentration sur l'ODD 14. La Décennie des sciences océaniques, qui bat son plein depuis janvier 2021, soutiendra les efforts qui visent à inverser le cycle du déclin de la santé des océans. La Décennie de la restauration des écosystèmes, qui sera lancée lors de la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin, devrait également inclure des sujets liés aux océans.

En outre, l'Année internationale de la pêche artisanale et de l'aquaculture (2022) focalisera sur l'océan et sur les millions de petits pêcheurs, pisciculteurs et travailleurs de la pêche qui fournissent des aliments sains et nutritifs à des milliards de personnes, et contribuent ainsi à la sécurité alimentaire.

Le vert rencontre le bleu

«Il n'y pas de scénario où les humains peuvent prospérer sans les océans». Suite à cette remarque du Président de l'AGNU, Volkan Bozkir, les délégués ont exploré des approches holistiques surnommées les «triple P» pour la restauration des océans: protéger, produire et prospérer. Les participants ont soutenu que l'économie bleue doit devenir la pierre angulaire d'une relance post-COVID et consister en des solutions fondées sur la nature pour faire face à la triple crise planétaire. Un délégué a suggéré que «pour obtenir le vert, nous devons appliquer la bonne quantité de bleu», ce qui n'est possible qu'avec des océans en bonne santé.

Le concept d'économie bleue a continué à prendre de l'importance dans le programme international, mettant l'accent sur le fait que la transition vers une économie verte à faible émission de carbone et économe en ressources exige que l'on s'attaque aux transformations des océans et des mers. Beaucoup ont souligné la nécessité d'accélérer les négociations en cours sur les instruments juridiquement contraignants, afin de protéger les océans. La session sur la pêche et l'aquaculture a mis en relief la nécessité de finaliser les négociations à l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche, qui posent une menace à la pêche durable et encouragent la pêche INN. Au cours de la session sur la pollution, les délégués ont également prié l'ONU de faciliter l'élaboration d'un traité mondial juridiquement contraignant et solide pour lutter contre les plastiques marins.

La nécessité de relancer l'action océanique dans la préparation de la Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans après une accalmie due à la pandémie a été reprise lors de l'évènement, tout comme l'espoir que les expériences tirées de la pandémie motiveraient les pays à agir. Le bleu et le vert ne sont plus des concepts vagues dans les couloirs de l'ONU et dans les processus intergouvernementaux, mais des concepts dont les citoyens de la planète Terre sont non seulement conscients désormais, mais auxquels ils cherchent activement à participer. Ce mouvement est particulièrement animé par les jeunes, qui protestent contre les actions des générations précédentes qui ont mis en péril la jouissance future d'une planète et de ses océans durables et sécurisés.

Generation Restoration

La pandémie mondiale a été un signal d'alarme pour la société sur l'équilibre délicat entre la nature et notre survie sur terre. Avec la fermeture généralisée des zones de loisirs naturelles, y compris les plages, le public s'est indigné du comportement non durable des entreprises et des gouvernements qui ont conduit l'humanité dans cette voie.

Ce mouvement a, à son tour, amplifié les voix autrefois étouffées de l'activisme environnemental, dont beaucoup, au cours des dernières décennies, ont eu du mal à se faire entendre. Aujourd'hui, des milliers de citoyens et d'organisations du monde entier élèvent la voix pour rejoindre des groupes tels que Generation Restoration, qui utilise le logo populaire #GenerationRestoration. Il s'agit d'une génération qui accorde la priorité à la santé de la planète, à la recherche d'un changement transformateur dans tous les aspects de notre vie pour des systèmes économiques plus durables, bleus, verts et circulaires. Leur but ultime est la réconciliation de la paix avec la nature.

Ce mouvement transformateur et ses appels en faveur du changement ont été intégrés dans l'ordre du jour de l'Évènement de haut niveau des Nations unies sur les océans. Les vidéos présentées au cours de chaque séance de discussion de groupe faisaient entendre la voix des jeunes, des entreprises et de la société civile appelant à diverses actions, notamment la réglementation de la pêche INN, la lutte contre la pollution plastique des océans et la réduction des émissions de carbone de l'industrie maritime.

Il revient désormais à chacun, aux gouvernements, aux Nations unies et autres organisations intergouvernementales, aux entreprises et à la société civile, d'assumer la responsabilité de l'action en faveur des océans et de contribuer à infléchir la courbe des trois crises planétaires pour parvenir à un monde bleu-vert durable et rétablir l'harmonie entre l'homme et la nature.

Réunions à venir

52e session des Organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC): Reportée depuis juin 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la 52e session des organes subsidiaires de la CCNUCC est provisoirement prévue pour préparer la CdP 26. **dates:** 31 mai-17 juin 2021 (TBC) **lieu:** en ligne **www:** <https://unfccc.int/calendar> <https://unfccc.int/event/1st-sessional-period-2021>

2ème Journée mondiale de l'ONU sur les océans: À la 2e Journée mondiale de l'ONU sur les océans, dont le thème est «Les Océans: Vie et moyens de subsistance», des leaders d'opinion, des célébrités, des partenaires institutionnels, des voix communautaires, des entrepreneurs et des experts intersectoriels parleront de la biodiversité et des opportunités économiques qu'offrent les océans. **date:** 8 juin 2021 **lieu:** virtuel **www:** <https://unworldoceansday.org>

Relever le défi mondial de la pollution plastique des océans: Ce webinaire réunira des décideurs politiques, des experts et des personnes qui résolvent des problèmes au niveau local pour discuter des moyens de s'assurer que les efforts internationaux croissants pour combattre la crise de la pollution plastique des océans sont efficaces et bénéfiques. **date:** 8 juin 2021 **lieu:** virtuel **www:** <https://www.climatelinks.org/events/rising-global-challenge-ocean-plastic-pollution>

21e réunion du Processus consultatif informel à composition non limitée des Nations unies sur les océans et le droit de la mer (PCI-21): La PCI-21 concentrera ses discussions sur «L'élévation du niveau de la mer et ses impacts». **dates:** 14-18 juin 2021 **lieu:** en ligne **www:** https://www.un.org/depts/los/consultative_process/consultative_process.htm

Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) 2021: La neuvième session du FPHN se tiendra pendant huit jours en juillet 2021 sous le thème suivant: «Une relance durable et résiliente post-pandémie de la COVID-19, qui favorise les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable: Bâtir une voie inclusive et efficace pour la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie de l'action et des résultats pour le développement durable». **dates:** 6-15 juillet 2021 **lieu:** en ligne **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021>

54e session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (GIEC-54) et plénière du GT1 d'approbation du 6^e Rapport d'évaluation (AR6): Cette session devrait permettre de finaliser la contribution du Groupe de travail I au Sixième rapport d'évaluation. Les dispositions pour la réunion sont encore en cours. **dates:** 26 juillet - 9 août 2021 (à confirmer) **lieu:** en ligne (à confirmer) **www:** <https://www.ipcc.ch/calendar/>

Sommet des systèmes alimentaires: Dans le cadre de la Décennie d'action des Nations unies pour la réalisation des ODD d'ici 2030, le Sommet des systèmes alimentaires vise à fournir une plate-forme pour de nouvelles actions ambitieuses, des solutions novatrices et des plans pour transformer les systèmes alimentaires et tirer parti de ces changements pour réaliser des progrès sur tous les ODD. **dates:** septembre ou octobre 2021 (provisoire) **lieu:** (à confirmer) **www:** <https://www.un.org/en/food-systems-summit>

Conférence des Nations unies sur la diversité biologique (CBD CdP 15) 2021: La CdP 15 de la CBD, la 10e réunion de la CdP siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et la 4e réunion de la CdP siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages sont prévues pour examiner la réalisation et l'exécution du Plan stratégique de la CBD pour la biodiversité 2011-2020. Cette conférence devrait également prendre une décision finale sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, ainsi que des décisions sur des sujets connexes, notamment le renforcement des capacités et la mobilisation des ressources. **dates:** 11- 24 octobre 2021 **lieu:** Kunming, Chine **www:** <https://www.cbd.int/meetings/>

Conférence sur le changement climatique (CCNUCC CdP 26): La CdP 26 de la CCNUCC, la 16e réunion de la CdP siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 16), et la troisième réunion de la CdP siégeant en tant que réunion

des Parties à l'Accord de Paris (CMA 3) devraient se tenir un an après la date initialement prévue suite à son report en raison de la pandémie de COVID-19. **dates:** 1-12 novembre 2021 **lieu:** Glasgow, Royaume-Uni **www:** <https://unfccc.int>

Session de reprise de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE-5): Se réunissant sous le thème «Renforcer les actions en faveur de la nature pour réaliser les ODD», l'ANUE-5 fournira une plate-forme pour examiner et mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature qui contribuent à la réalisation du Programme 2030, en abordant de manière holistique ses dimensions sociales, économiques et environnementales. S'appuyant sur la session en ligne de février 2021, la réunion examinera les moyens de s'assurer que les politiques de relance économique post-COVID-19 conduisent à un monde post-pandémie résilient et inclusif. Une session spéciale de l'ANUE pour commémorer le 50e anniversaire de la création du PNUE se tiendra pendant deux jours (5-6 mars 2022) en même temps que la session de reprise de l'ANUE-5. **dates:** 28 février - 4 mars 2022 **lieu:** Nairobi, Kenya **www:** <https://www.unep.org/environmentassembly/>

Deuxième Conférence des Nations unies sur les océans: La Deuxième conférence sur les océans aura lieu à Lisbonne, au Portugal. Le thème général de la conférence est «Renforcement de l'action océanique fondée sur la science et l'innovation pour la mise en œuvre de l'Objectif 14: bilan, partenariats et solutions». **date:** Été 2022 **lieu:** Lisbonne, Portugal **www:** <https://oceanconference.un.org/>

Septième Conférence internationale sur les débris marins: La réunion se tiendra au Centre d'Expositions et de Conventions de Busan et rassemblera environ 50 pays et régions pour débattre d'un éventail de sujets, notamment la prévention des microplastiques, la collaboration dans le secteur privé, la mise en œuvre efficace des lois-règlementations-politiques. C'est la première fois que cette conférence, organisée sous les auspices de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), États-Unis, se tient dans un pays autre que les États-Unis. **dates:** septembre 2022 **lieu:** Busan, République de Corée.

Glossaire

| | |
|----------------|---|
| AGNU | Assemblée générale des Nations unies |
| AMP | Aires marines protégées |
| ANUE | Assemblée des Nations unies pour l'environnement |
| BBNJ | Biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale |
| CDB | Convention sur la diversité biologique |
| CdP | Conférence des Parties |
| COI UNESCO | Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (COI UNESCO) |
| IUU | Illicite, non déclaré et non réglementée entraîné |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| PEID | Petits états insulaires en développement |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations unies pour l'environnement |
| Programme 2030 | Programme 2030 pour le développement durable |